

## Communication et argumentation politiques quotidiennes en démocratie directe

*L'objet central de notre approche est donc celui de la forme et du fonctionnement de l'argumentation politique propre à la communication conflictuelle entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire. Notre approche devrait également contribuer à déréifier l'argumentation, puisque cette dernière devient activité, processus de construction et de reconstruction incessant, mise en oeuvre par un sujet agissant, parlant et argumentant, développant une importante élaboration cognitive, discursive et argumentative.*

Si le regain des études sur l'argumentation est incontestable, on constate cependant que les écrits théoriques et philosophiques priment largement sur les travaux empiriques.

Nos propres recherches se situent résolument du côté des travaux qui cherchent à contribuer à une meilleure *connaissance de l'argumentation* en la fondant sur de larges et solides bases empiriques. Notre objet d'étude est celui de l'argumentation politique ordinaire dans le système politique de la démocratie directe de la Suisse. Cette démocratie référendaire suppose un type de *communication politique* spécifique, basée sur une participation réelle et permanente des citoyens.

Plus concrètement, les citoyens suisses sont appelés à se prononcer périodiquement, environ quatre à cinq fois par an, sur un total d'une quinzaine de sujets de l'actualité politique. Lors de chacune de ces *votations populaires*, les citoyens sont invités à donner leur avis (en votant par oui ou par non) sur trois à quatre problèmes d'intérêt national, auxquels s'ajoutent volontiers quelques autres relevant des cantons et des communes. Ce système référendaire repose sur *l'initiative populaire* et le *référendum* qui permettent à une minorité, respectivement 100'000 citoyens dans le cas de l'initiative populaire et 50'000 dans le cas du référendum, d'obliger l'ensemble du pays à s'intéresser à ce qui la préoccupe.

Contrairement aux États centralisés où les citoyens ne sont que rarement appelés aux urnes (et dans ce cas uniquement pour des élections), le citoyen suisse est invité à participer activement et constamment à la discussion publique des problèmes courants de la vie quotidienne. C'est ce qui entraîne un type d'espace public et de débat public et, par conséquent, de communication et d'argumentation politiques, tout a fait spécifiques: intrinsèquement délibératif et participatif et donc situé à l'opposé complet de systèmes politiques où l'on gouverne par décrets.

Nous avons effectué une *série de recherches* sur les formes de *l'argumentation politique* mises en oeuvre lors des campagnes d'information et des débats contradictoires qui précèdent ces votations, et cela en prenant des exemples de sujets „chauds“ et „brûlants“, à savoir des thèmes à propos desquels les opinions sont totalement opposées et dont l'enjeu est considéré comme vital; autrement dit, des sujets fortement polémiques. Comme

exemples, citons le nucléaire, l'armée, l'expérimentation animale, l'immigration, l'avortement, l'écologie, l'environnement, soit des initiatives populaires visant, par exemple, à supprimer l'armée suisse, l'expérimentation animale, à interdire l'avortement, à réduire fortement la population immigrée, etc. Comme nous cherchons à approcher les formes de l'argumentation ordinaire et commune, nous n'avons pas retenu les écrits et discours des dirigeants politiques ou des partis politiques, mais un matériel composé de *lettres de lecteurs*, écrites par des citoyens ordinaires. La plupart des quotidiens suisses accordent, en effet, une place particulière à cette rubrique du „*Courrier des lecteurs*“. Cela est conforme à cet esprit de débat public généralisé que suppose la démocratie référendaire. Lors des votations sur des thèmes faisant l'objet de polémiques, les journaux reçoivent des avalanches de lettres de lecteurs, et le citoyen ordinaire aussi bien que l'expert verront leur message publié.

A ce jour, nous disposons d'une banque de lettres de lecteurs de plusieurs dizaines de milliers de messages sur les sujets sociaux et politiques les plus divers de l'actualité et cela depuis une vingtaine d'années. Nous considérons cette source empirique comme un révélateur privilégié de l'argumentation politique ordinaire. Une telle approche devrait également permettre la *construction de typologies* plus nuancées et adéquates de l'argumentation.

En ce qui concerne la *communication politique* proprement dite, différents modèles ont été proposés afin d'étudier les pratiques politiques sous cet angle. En effet, qui dit activités politiques dit nécessairement communication. D. Wolton propose la *définition suivante de la communication politique*: „L'espace où s'échangent les discours contradictoires de trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages.“ Suivant ce modèle, la communication se joue donc entre trois acteurs: les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique *au travers des sondages*. Si un tel modèle est sans doute pertinent pour un pays comme la France, on verra très vite à quel point la différence est grande avec le système politique suisse. C'est, bien sûr, dans le troisième acteur que réside la différence. Il est inconcevable, dans un système politique foncièrement participatif et délibératif, de réduire la

